LIBYE

Massacre à huis clos

La situation vire rapidement au drame humanitaire en Libye où, entre jeudi et dimanche déjà, l'on annonçait pas moins de 173 morts, tous tués par balles, parmi les manifestants contre le régime Kadhafi.

Kamel Amarni - Alger (Le Soir) - Et encore, il ne s'agit que d'un décompte à minima dans une «Jamahirya» qui, avec la Corée du Nord, peut être considérée comme le pays le plus fermé de la planète. Dans ce pays où tout est interdit, des médias jusqu'aux partis politiques, en passant par la société civile et les organisations internationales, l'internet et même le téléphone qui y a toujours été sous haute surveillance, c'est dans un parfait huis clos que le colonel Kadhafi réprime la révolte populaire qui secoue la Libye depuis mardi dernier.

Les sources d'information se réduisent, dès lors, à quelques témoins oculaires, des militants des droits de l'homme ou alors des opposants libyens tous vivant en exil. Difficile dans de telles conditions de se faire une idée précise sur l'ampleur du drame.

Tout a commencé à Benghazi, la capitale économique et deuxième ville du pays, à 1 000 km à l'est de Tripoli, dans la nuit de mardi à mercredi dernier. Inspirés et motivés par la bravoure des Tunisiens et des Egyptiens, des citoyens libyens y ont, en effet, organisé un sit-in de contestation contre le pouvoir, réclamant la libération d'un avocat représentant des familles de prisonniers tués lors de la fusillade dans la prison de Tripoli en 1996 lors de laquelle 1 000 personnes ont trouvé la mort.

Intolérable pour le «Guide» et la riposte est fulgurante. La police intervient de manière féroce. Dans la ville d'Al Baïda, les services libyens donneront le jour même un aperçu de ce que sera la suite : tirs à balles réelles qui feront 2 morts et des dizaines de blessés. Une tendance qui se confirmera, hélas, dès le lendemain, mercredi, et les jours qui suivront.

Pour faire face à la contestation populaire, Khadafi mobilise des moyens de guerre : il lâche ses troupes mais aussi des snipers professionnels et même des mercenaires étrangers, essentiellement africains. Le bilan prend alors des proportions alarmantes, surtout à l'est du pays où l'insurrection tend à se généraliser.

Des dizaines de morts et de blessés, sans parler des arrestations, sont annoncées chaque jour, depuis, alors que Khadafi, d'habitude si prompt aux sorties discursives pour le moins «insolites» et pour beaucoup moins que cela, se mure cette fois dans un silence étrange. Sa seule réaction publique se résume à une marche de soutien «au frère le Guide» qu'il a organisée et conduite lui-même dans les rues de Tripoli.

Au plan diplomatique, il a choisi de recourir au chantage et la menace pour faire face aux réactions d'indignation et de condamnation qui le ciblent. Après une déclaration de Catherine Ashton, la chef de la diplomatie de l'Union européenne, appelant, par le biais de sa porte-parole, les autorités libyennes à «écouter les manifestants» et à «cesser la violence contre les manifestants», Kadhafi fait convoquer l'ambassadeur de Hongrie à Tripoli, pays qui assure la présidence tournante de l'Union, pour lui transmettre une mise en garde claire : «Tripoli cessera toute coopération avec l'UE dans la lutte contre l'immigration clandestine» si l'Union européenne «continue à encourager les manifestations en Libye».

Photo :DR

Mouamar Kadhafi n'ignore pas combien ce sujet est très sensible de l'autre côté de la Méditerranée. Et pour qui connaît le «Guide», il est pour sûr que, non seulement il cessera effectivement la coopération en question mais fera tout pour l'encourager et il en a les moyens !

Le maître de Tripoli a toujours fonctionné de cette manière depuis 42 ans : mettre au service de ses «folies», parfois invraisemblables, tous les moyens, gigantesques du reste, de l'Etat libyen. Car, depuis son accession au pouvoir, le 1er septembre 1969 à la suite d'un coup d'Etat sur la monarchie, à la tête d'un «mouvement des officiers libres» calqué sur le modèle égyptien de Gamal Abdenasser, Kadhafi a instauré un pouvoir personnel unique dans l'Histoire.

Ni constitution, ni contre-pouvoir et, plus anecdotique encore, se définissant ne détenir aucune responsabilité officielle, Kadhafi a interdit toute élection, de quelque nature que ce soit. N'ayant pas un parti politique à proprement parler, il tient le pays à travers les redoutables «comités populaires» et pour seule référence législative son fameux «Livre vert» que lui-même avait écrit «pour l'humanité». Un peu comme le régime iranien, Kadhafi a consacré toute sa carrière et toutes les ressources du pays pour «exporter» sa révolution qu'il appelle «la troisième théorie».

Aussi, et pour mieux comprendre le fonctionnement du pouvoir en Libye, il y a lieu de préciser que toute déclaration de Kadhafi, sur quelque sujet que ce soit, a valeur de… décret applicable sur le champ !

K. A.

HUMEUR

Il faut donner sur le maroquin !

Un titre, lu dernièrement dans un journal, m'a frappé : «Troubles en Égypte, Les États-Unis inquiets pour Israël.» Alors, j'ai pris mon compas et une carte du monde connu et aussi une règle millimétrée, ma règle T, ma règle de trois, bref toutes mes règles, pour calculer où c'est qu'il faut qu'il y ait des troubles pour que nos amis Ricains s'inquiètent vraiment pour nous.

Parce que, leurs inquiétudes lors de la dernière manifestation semi-ratée n'étaient que de fausses inquiétudes, tout comme les espoirs qu'ils promettent sont de faux espoirs, et les filets qu'ils semblent tendre aux régimes qui tombent sont de faux filets. Ainsi que leurs remontrances envers notre président (petit mais costaud) qui disaient substantiellement : «Respectez votre peuple, laissez-le gréver en paix, faites comme nous, attaquez-vous à des peuples plus faibles, tuez-les, martyrisez-les, volez-les, laissez-les aux mains des extrémistes mais laissez votre peuple tranquille... laissez-le-nous !» n'étaient que de faux sentiments.

Et, d'après mes calculs, j'ai trouvé qu'il fallait que ça éclate soit aux îles Canaries, soit au Maroc. Mais aux Canaries, ils étaient jaunes rien que d'y penser. Alors, restait le Maroc.

Le Maroc, où le peuple est pauvre mais serein, où le maître est Roi et le client est roi.

Le Maroc qui ne rit... jamais.

Le Maroc où le peuple est tellement souvent tabassé que pour reconnaître un dirigeant, il faut chercher un sans bleus.

D'ailleurs, c'est fragile un Marocain, ils n'ont pas une peau en maroquin.

Mais, au Maroc, c'est difficile ; s'attaquer au Roi est un blasphème ! Et puis, il est gentil Mohammed VI, il ne ferait pas de mal à une mouche... à un pauvre Sahraoui peut-être mais pas à une mouche.

- Au fait, me demandait un inculte, pourquoi Mohammed VI ? Pourquoi le six ?

- C'est parce qu'il a beaucoup de Mohammed derrière lui...

- Et pour feu Hassan II, c'est pareil ?

Décidément, il n'y connaît rien à l'Histoire, alors je lui expliquai, faisant appel à toute l'érudition dont j'étais capable, c'est-à-dire pas grand-chose :

- Non, ce n'est pas la même chose. En fait, son père, Mohammed V (qui a été tellement bon pour la révolution algérienne qu'on lui a donné le nom d'un boulevard) avait deux fils, il les a appelés Hassan tous les deux, Hassan 1 et Hassan 2. Lorsqu'il sentit sa fin approcher, il s'est demandé en lui-même : «Quel Hassan de mes deux vais-je choisir pour me succéder ?», et il a choisi ce dernier.

Mais, reste que Mohammed VI est le plus honnête de tous, puisqu'il s'affiche ouvertement en tant que roi gouvernant un royaume et ses sujets. Pendant que nos autres monarques sont plus royalistes que le roi mais se disent présidents, élus du peuple, etc. et ils n'arrêtent pas de parler de démocratie ; d'ailleurs, comme son nom l'indique, ça n'est qu'une démo, on attend toujours la version définitive...

Tarik Aït Menguellet

ILS EXIGENT UNE LIMITATION DES POUVOIRS DU ROI

Les Marocains ont marché

Des milliers de Marocains ont répondu, hier, à l'appel lancé par le Mouvement du 20 février pour exiger une limitation des pouvoirs du roi. Les manifestations pacifiques se sont déroulées dans plusieurs villes du pays.

Tarek Hafid - Alger (Le Soir) - Le Mouvement du 20 février a réussi malgré les pressions et les tentatives de sabotage du Makhzen. Hier, des milliers de Marocains ont manifesté pacifiquement pour exiger un changement dans la gestion politique du pays.

Les populations de plusieurs villes ont répondu à l'appel lancé quelques jours auparavant par de jeunes étudiants à travers le réseau social Facebook.

«Entre 3 000 et 4 000 personnes — 1 500 en excluant les badauds, selon une source policière — se sont rassemblées à Rabat avant de défiler dans une grande artère du centre scandant «le peuple veut le changement» ou dénonçant «la corruption». Des manifestations rassemblant plusieurs milliers de personnes ont également eu lieu dans d'autres villes marocaines, dont Casablanca, Tanger et Marrakech.

Photo :DR

«Aucun incident majeur n'était signalé en milieu de journée», a constaté, hier, l'Agence France presse.

Les manifestants ont défilé avec des banderoles portant les slogans suivants : «le roi doit régner et non gouverner», «le peuple veut une nouvelle Constitution» en plus du désormais célèbre «le peuple veut la chute du régime» repris depuis plusieurs semaines par les populations du monde arabe.

Ces derniers jours, plusieurs partis politiques et organisations non-gouvernementales ont affiché leur soutien à l'initiative du Mouvement du 20 février.

Des personnalités publiques ont également adhéré à cette démarche. L'une d'elles n'est autre que le prince Hicham Al Alaoui, cousin du roi Mohammed VI.

«J'adhère à toute initiative, à toute démarche qui permette la démocratisation du système politique. Il faut, bien sûr, que tout mouvement en ce sens soit pacifique et tolérant. Il me semble que ce mouvement regroupe toutes ces conditions et donc, j'y adhère», a-t-il dit en faisant part de son admiration pour les jeunes qui ont lancé ce mouvement», avait-il annoncé, jeudi, lors d'une interview accordée à la télévision d'information continue France 24.

T. H.